45.414

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 4 août 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° "créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes", a donné le 17 août 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 4e augustus 1983 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten", heeft de 17e augustus 1983 het volgend advies gegeven :

31 AOU 1983

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations qui suivent.

PREAMBULE.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le motif pour lequel l'urgence est visée au préambule.

Si le Gouvernement souhaitait se dispenser de "solliciter les avis ou d'attendre les propositions prescrites par des dispositions autres que celles de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980", le préambule devrait viser l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. Aux termes de l'article 1er, le Fonds d'aide au redressement financier des communes "est créé auprès du Ministère de l'Intérieur".

Bien qu'elle ait été utilisée dans quelques textes législatifs, cette formule est inadéquate pour un organisme auquel est conférée une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat. Il y a donc lieu de supprimer les mots "auprès du Ministère de l'Intérieur".

L'article 3, 1°, suffit, pour le surplus, à indiquer que le Fonds est géré par le Ministre de l'Intérieur.

.../...

2. Dès lors que le Fonds est classé parmi les organismes de la catégorie A énumérés par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, il y a lieu de compléter formellement en ce sens ledit article 1er. On pourra s'inspirer à cet égard de l'article 7, § 3, de la loi du 10 janvier 1977 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine.

3. Il serait préférable d'énoncer à l'article 1er, plutôt qu'à l'article 2, la mission du Fonds.

4. La dernière phrase de l'article serait plus correctement rédigée comme suit :

"Les dispositions de cette loi lui sont applicables pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent arrêté".

Article 2.

1. Il n'est pas d'usage de diviser un article en 1°, 2° et 3°, mais plutôt en paragraphes.

L'observation vaut aussi pour les articles 3 et 4.

2. Au 1°, dans le texte français, il faut écrire "... a pour mission ..." et en néerlandais "... tegemoet te komen in de ...".

.../...

3. Le 2° n'appelle pas d'observation en ce qu'il oblige les communes demanderesses à présenter un plan d'assainissement mais bien en tant qu'il prévoit l'approbation de ce plan par "l'autorité de tutelle" (en néerlandais : "de toezichthoudende overheid").

Au 2°, il faut écrire en néerlandais : "die tegemoetkoming vanwege het Fonds wil genieten ...".

Le 3° habilite le Roi à déterminer les communes bénéficiaires de l'intervention du Fonds, ainsi que les conditions et les modalités de cette intervention. Il fixe cependant lui-même certaines conditions, tandis que le 4° détermine certaines modalités. Ces dispositions, rapprochées du 2°, appellent les observations suivantes :

a) Selon le projet, les communes bénéficiaires seront déterminées par le Roi : le texte devrait préciser si elles le seront par la voie de désignations individuelles ou par l'établissement de catégories générales.

b) Suivant le 3°, les conditions de l'intervention du Fonds à déterminer par le Roi "doivent ... prévoir ... des garanties sur les biens immobiliers appartenant aux communes, aux établissements publics ou associations soumis à leur contrôle". Dans la mesure où il s'agit de biens immobiliers appartenant aux établissements publics ou associations soumis au contrôle des communes, notamment aux centres publics d'aide sociale, on n'aperçoit pas comment ces biens pourraient garantir le paiement des dettes de la commune envers le Fonds sans que l'établissement public ou l'association propriétaire ait été partie à la convention entre la commune et le Fonds. A défaut du consentement de la personne juridique propriétaire, celle-ci pourrait se trouver expropriée sans indemnité par l'effet de l'arrêté en projet, tel qu'il est rédigé. Se poserait également, pour les biens acquis à titre gratuit mais avec des charges, la question du respect de la volonté des auteurs des libéralités. Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que l'intention du Gouvernement est de subordonner la

garantie à l'accord de la personne propriétaire du bien. Le texte devrait être précisé dans ce sens.

c) Aux termes du 4°,

"Les modalités de l'intervention du Fonds font l'objet d'une convention entre le Fonds, l'autorité de tutelle et la commune bénéficiaire. Cette convention doit expressément prévoir l'engagement et la responsabilité de la région".

On peut supposer que, par cette dernière formule, le projet vise la garantie du paiement de la dette par la Région. Il serait préférable d'utiliser cette dernière expression, plus juridique et plus claire, plutôt que les termes "l'engagement et la responsabilité".

Pour le surplus, l'autorité de tutelle, comme telle, n'a pas la personnalité juridique : elle peut être le Roi, un ministre national, un Exécutif régional ou un membre de cet Exécutif, le gouverneur de la province ou la députation permanente. Par ailleurs, cette dernière, lorsqu'elle exerce la tutelle, ne le fait jamais en qualité d'autorité provinciale.

Faute de la capacité juridique requise, l'autorité de tutelle ne peut, comme telle, être partie aux conventions prévues au 4°. Elle ne peut, à leur égard, qu'exercer la tutelle ordinaire instituée par la loi communale.

d) Si l'autorité de tutelle visée au 4° est déterminable par la simple application de la loi communale et de la loi spéciale, il n'en va pas de même pour l'autorité de tutelle visée au 2°.

.../...

Le projet règle une matière qui n'est de la compétence ni des Régions ni des Communautés et qui est dès lors nationale. La tutelle de l'approbation des plans d'assainissement n'est instituée ni par la loi communale ni par la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes; elle n'est dès lors pas une forme de la tutelle administrative ordinaire au sens de l'article 7 de la loi spéciale ou de l'article 5 de l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique régionale différenciée se justifie.

On se trouverait ainsi devant un cas de tutelle spécifique instituée par le législateur national pour une matière nationale sans que les procédures de cette tutelle eussent été organisées par ce législateur et sans que celui-ci eût déterminé les autorités appelées à l'exercer.

A défaut d'une telle organisation des procédures, on peut admettre que les Conseils régionaux seront compétents dans les limites de l'article 7, alinéa 1er, b, de la loi spéciale pour y pourvoir, ainsi que pour déterminer les autorités qui exerceront la tutelle. En attendant les décrets nécessaires à ces fins, l'arrêté en projet demeurera inapplicable dans les communes qui tombent sous l'application dudit article 7. Pour en décider autrement, il faudrait admettre que, dans le silence de la loi ou du décret, l'autorité compétente serait nécessairement l'Exécutif régional, ce qui ne résulte d'aucun texte, et qu'aucune procédure ne serait requise, ce qui heurterait les termes mêmes de l'article 7 précité.

Au surplus, l'arrêté royal en projet, tel qu'il est rédigé, ne règle pas les questions indiquées pour les communes qui échappent à l'application de l'article 7 de la loi spéciale. La tutelle sur les communes de l'agglomération bruxelloise appartient au Roi en vertu de l'article 56 de la loi précitée du 26 juillet 1971 : cette disposition sera donc applicable à l'approbation des plans d'assainissement.

Pour l'approbation des plans des communes visées aux articles 7 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, il s'impose que l'arrêté en projet désigne l'autorité de tutelle et règle la procédure.

Les intentions du Gouvernement pourraient se réaliser en évitant tout risque de conflit de compétence par l'insertion, dans la loi communale, du projet complété par la désignation de l'autorité de tutelle et par l'organisation de la procédure pour les communes où ces questions échappent à la compétence de la Région.

e) Une convention prévoyant expressément "l'engagement et la responsabilité" de la Région ne se conçoit que pour les communes de la Région wallonne ou de la Région flamande, puisque, dans l'état actuel de la législation, la Région bruxelloise n'a pas la personnalité juridique.

La personnalité juridique ne peut être accordée que par le législateur, ainsi que le Premier Ministre l'a confirmé devant la Commission de la réforme de la Constitution et des réformes institutionnelles de la Chambre au cours de la discussion du projet de la loi spéciale (Chambre, 1979-1980, doc. n° 627/10, p. 32). On lit ensuite, il est vrai, dans le rapport de la même Commission :

> "Le Premier Ministre déclare qu'on peut considérer que le Gouvernement reconnaît implicitement la personnalité juridique de la Région de Bruxelles" (ibid. p. 33).

.../...

Cette déclaration, bien qu'elle ait entraîné le retrait d'un amendement subsidiaire de M. PERSOONS, qui tendait précisément à l'octroi de "la personnalité juridique à la Région bruxelloise organisée par la loi préparatoire coordonnée par l'arrêté royal du 20 juillet 1979", n'implique aucune attribution de cette personnalité juridique par le législateur spécial, qui, pour lors, n'entendait d'ailleurs pas appliquer à cette Région l'article 107quater de la Constitution. Tout au plus peut-on la comprendre comme exprimant soit une interprétation dépourvue de tout caractère authentique de la loi coordonnée du 20 juillet 1979, soit, plus vraisemblablement, une intention du Gouvernement de proposer aux Chambres législatives une modification de cette loi coordonnée dans le sens souhaité par l'auteur de l'amendement subsidiaire.

f) Une autre difficulté surgira pour les communes périphériques et les communes dotées d'un régime spécial en vue de la protection de leurs minorités, qui, appartenant à la Région wallonne ou à la Région flamande, échappent à la tutelle de leur Région. On n'aperçoit pas comment, pour ces communes, une convention entre le Fonds, l'autorité de tutelle et la commune bénéficiaire pourrait prévoir "l'engagement et la responsabilité" de la Région.

La responsabilité financière des Régions ne saurait, en tout cas, être engagée sans leur consentement qu'en vertu d'une disposition votée à la majorité prévue par l'article 107quater, alinéa 3, de la Constitution.

g) Dans la mesure où les conditions à fixer par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres doivent prévoir des garanties sur les biens immobiliers appartenant à des personnes publiques, le projet devrait être complété par des dispositions modifiant la loi hypothécaire du 18 décembre 1851 (voir l'article 10 de la loi du 10 janvier 1977, précitée).

.../...

Article 4.

Tel qu'il est rédigé, le 2° paraît superflu, la capacité de conclure des conventions étant un attribut normal de la personnalité juridique.

Si l'intention du Gouvernement était de limiter cette capacité, la disposition devrait être plus explicite.

Article 5.

L'alinéa 1er du texte français serait plus clair, et en meilleure concordance avec le texte néerlandais, s'il était rédigé comme suit :

"Le Fonds est autorisé à contracter des emprunts avec la garantie de l'Etat à concurrence d'un montant fixé annuellement par le Ministre des Finances. Celui-ci approuve les conditions et les modalités de ces emprunts".

Wegens de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot het maken van de navolgende opmerkingen.

AANHEF.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in de aanhef naar de dringende noodzakelijkheid wordt verwezen.

Indien de Regering wenst niet "de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen", moet in de aanhef verwezen worden naar artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. Naar luid van artikel 1 wordt het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten "bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken opgericht".

Hoewel deze formulering in een aantal wetteksten is gebezigd, is zij niet deugdelijk voor een instelling waaraan een rechtspersoonlijkheid die verschilt van die van de Staat wordt toegekend. De woorden "bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken" moeten dan ook weggelaten worden.

.../...

Het is overigens voldoende dat artikel 3, 1°, aangeeft dat het Fonds door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt beheerd.

2. Nu het Fonds wordt ondergebracht bij de instellingen van categorie A die in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden opgesomd, is het nodig dat artikel 1 in die zin uitdrukkelijk wordt aangevuld. In dit opzicht kan artikel 7, § 3, van de wet van 10 januari 1977 houdende regeling van de schadeloosstelling voor schade veroorzaakt door het winnen en het pompen van grondwater tot model worden genomen.

3. Het is verkieslijk de taak van het Fonds in artikel 1 te formuleren, veeleer dan in artikel 2.

4. De laatste volzin van het artikel zou juister als volgt worden geredigeerd :

"De bepalingen van die wet zijn op het Fonds van toepassing voor zover er in dit besluit niet van wordt afgeweken".

Artikel 2.

1. Het is niet gebruikelijk een artikel in 1°, 2° en 3° te verdelen, veeleer wel in paragrafen.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 3 en 4.

.../...

2. In 1° schrijve men "... tegemoet te komen in de ..." en in de Franse tekst "... a pour mission ...".

3. Op artikel 2, 2°, is niets aan te merken in zoverre het gemeenten die een aanvraag doen, verplicht een saneringsplan voor te leggen maar wel in zoverre het bepaalt dat een zodanig plan door de "voogdijoverheid" (men leze : "de toezichthoudende overheid") moet worden goedgekeurd.

Onder 2° leze men : "die tegemoetkoming vanwege het Fonds wil genieten ...".

De bepaling onder 3° machtigt de Koning ertoe te bepalen welke gemeenten voor tegemoetkoming vanwege het Fonds in aanmerking komen, en op welke voorwaarden en wijze die tegemoetkoming wordt verleend. Ze stelt echter zelf een aantal voorwaarden vast, terwijl onder 4° een aantal "modaliteiten" (men leze : "nadere regelen") worden bepaald. Samenlezing van die bepalingen met die onder 2° geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

a) Volgens het ontwerp bepaalt de Koning welke gemeenten in aanmerking komen : de tekst behoort te preciseren of die gemeenten ieder afzonderlijk worden aangewezen dan wel onder vaststelling van algemene categorieën.

b) Volgens 3° moeten de door de Koning te bepalen voorwaarden voor tegemoetkoming vanwege het Fonds waarborgen inhouden op de onroerende goederen die aan de gemeenten of de aan hun toezicht onderworpen openbare instellingen of verenigingen toebehoren". Het is niet duidelijk hoe die

goederen, voor zover het gaat om onroerende goederen die toebehoren aan onder gemeentelijk toezicht staande openbare instellingen of verenigingen, met name aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zouden kunnen waarborgen dat een gemeente haar schulden bij het Fonds zal betalen zonder dat een openbare instelling of een vereniging die eigenaar is, partij is geweest bij de overeenkomst tussen een gemeente en het Fonds. Een rechtspersoon die eigenaar is zou ingevolge het ontwerp-besluit, zoals het thans geredigeerd is, zonder zijn toestemming zonder schadeloosstelling onteigend kunnen worden. Ten aanzien van goederen die om niet maar met lasten zijn verkregen, zou ook het probleem van de naleving van de wil van de begiftigers rijzen. Uit de aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt dat de Regering van zins is de waarborg afhankelijk te maken van de goedkeuring van de eigenaar van het goed. De tekst moet in die zin worden verduidelijkt.

c) 4° luidt aldus :

> "De modaliteiten van tussenkomst van het Fonds worden vastgelegd in een overeenkomst tussen het Fonds, de voogdijoverheid en de begunstigde gemeente. Deze overeenkomst moet uitdrukkelijk de verbintenis en de verantwoordelijkheid van het gewest voorzien".

Aangenomen mag worden dat het ontwerp met deze formulering beoogt dat het Gewest de betaling van de schuld waarborgt. Men werke liever met deze laatste formulering, die juridischer en duidelijker is, dan met de termen "de verbintenis en de verantwoordelijkheid".

Bovendien heeft de toezichthoudende overheid als zodanig geen rechtspersoonlijkheid : zij kan de Koning, een nationaal minister, een Gewestexecutieve of een lid van die Executieve, de provinciegouverneur of de bestendige depu-

tatie zijn. Daarbij komt dat, deze laatste wanneer het toezicht uitoefent, dat nooit als provinciale overheid doet.

Bij gemis van de vereiste rechtsbekwaamheid kan de toezichthoudende overheid als zodanig geen partij zijn bij de in 4° bedoelde overeenkomsten. Zij kan ten opzichte ervan slechts het gewone toezicht uitoefenen dat bij de gemeentewet is ingesteld.

d) De in 4° bedoelde toezichthoudende overheid laat zich aanwijzen door de enkele toepassing van de gemeentewet en de bijzondere wet. Voor de in 2° bedoelde toezichthoudende overheid is dat niet het geval.

Het ontwerp regelt een aangelegenheid waarvoor noch de Gewesten noch de Gemeenschappen bevoegd zijn en die derhalve nationaal is. Het goedkeuringstoezicht ten aanzien van de saneringsplannen is noch bij de gemeentewet noch bij de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten ingesteld; het is derhalve geen vorm van gewoon administratief toezicht in de zin van artikel 7 van de bijzondere wet of van artikel 5 van het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is.

Het zou hier dus gaan om een geval van specifiek toezicht dat door de nationale wetgever voor een nationale aangelegenheid is ingesteld zonder dat die wetgever de procedures van dat toezicht heeft geregeld en zonder dat hij de overheden die het moeten uitoefenen, heeft aangewezen.

.../...

Bij gebreke van een zodanige organisatie van de procedures mag worden aangenomen dat de Gewestraden bevoegd zullen zijn om er binnen de grenzen van artikel 7, eerste lid, b, van de bijzondere wet in te voorzien en om de overheden die het toezicht zullen uitoefenen, aan te wijzen. Zolang de daartoe noodzakelijke decreten niet zijn uitgevaardigd, kan het ontwerp-besluit niet toegepast worden in gemeenten waarvoor het genoemde artikel 7 geldt. Om tot een ander besluit te komen zou aangenomen moeten worden dat bij het stilzwijgen van de wet of het decreet, de Gewestexecutieve noodzakelijkerwijze de bevoegde overheid is, hetgeen uit geen enkele tekst blijkt, en dat geen enkele procedure vereist is, wat in strijd zou zijn met de bewoordingen zelf van het voormelde artikel 7.

Bovendien houdt het ontworpen koninklijk besluit, zoals het is opgesteld, geen regeling in van de zoëven aangehaalde kwesties ten aanzien van gemeenten waarop artikel 7 van de bijzondere wet niet van toepassing is. Het toezicht over de gemeenten van de Brusselse agglomeratie berust krachtens artikel 56 van de voormelde wet van 26 juli 1971 bij de Koning : deze bepaling zal dus toepasselijk zijn op de goedkeuring van de saneringsplannen.

Voor de goedkeuring van de plannen van de gemeenten die zijn bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, dient het ontwerp-besluit de toezichthoudende overheid aan te wijzen en de procedure te regelen.

De Regering zou haar oogmerk kunnen bereiken en toch alle gevaar voor bevoegdheidsconflicten kunnen afwenden door het ontwerp, nadat het zou zijn aangevuld met de

aanwijzing van de toezichthoudende overheid en met de procedureregeling voor gemeenten waar de bevoegdheid voor die kwesties niet bij het Gewest berust, in te voegen in de gemeentewet.

e) Een overeenkomst die uitdrukkelijk voorziet in "de verbintenis en de verantwoordelijkheid" van het Gewest, is alleen denkbaar voor de gemeenten van het Waalse Gewest of van het Vlaamse Gewest daar het Brusselse Gewest in de huidige stand van de wetgeving geen rechtspersoonlijkheid bezit.

Rechtspersoonlijkheid kan slechts door de wetgever worden verleend : de Eerste Minister heeft zulks ten overstaan van de Commissie voor de herziening van de Grondwet en voor de institutionele hervormingen bevestigd gedurende de bespreking van het ontwerp van bijzondere wet (Kamer, 1979-1980, Gedr. St. nr 627/10, blz. 32). Weliswaar staat verderop in het verslag van dezelfde Commissie te lezen :

> "De Eerste Minister verklaart dat kan worden aangenomen dat de Regering impliciet de rechtspersoonlijkheid van het Gewest Brussel erkent" (ibid. blz. 33).

Hoewel deze verklaring geleid heeft tot de intrekking van een subsidiair amendement van de heer PERSOONS, dat er precies toe strekte "de rechtspersoonlijkheid" toe te kennen "aan het Gewest Brussel zoals het werd georganiseerd bij de voorlopige wet, samengeordend bij het koninklijk besluit van 20 juli 1979", houdt zij generlei toekenning van die rechtspersoonlijkheid door de bijzondere wetgever in; die wetgever had toen overigens niet de bedoeling artikel 107quater van de Grondwet op dat Gewest toe te passen. Ten hoogste kan de verklaring worden opgevat als, ofwel een in genen dele authentieke uitlegging van de gecoördineerde wet

van 20 juli 1979, ofwel, hetgeen waarschijnlijker is, als het voornemen van de Regering aan de Wetgevende Kamers voor te stellen de gecoördineerde wet te wijzigen in de zin die de indiener van het subsidiaire amendement heeft verlangd.

f) Een andere moeilijkheid zal rijzen voor de randgemeenten en de gemeenten met een speciale regeling ter bescherming van hun minderheden, welke gemeenten weliswaar tot het Waalse of tot het Vlaamse Gewest behoren maar niet onder het toezicht van hun Gewest vallen. Het is niet duidelijk hoe voor die gemeenten een overeenkomst tussen het Fonds, de toezichthoudende overheid en de gemeente die voor tegemoetkoming in aanmerking komt, zou kunnen voorzien in "de verbintenis en de verantwoordelijkheid" van het Gewest.

In alle geval zouden de Gewesten zonder hun toestemming niet financieel verantwoordelijk gesteld kunnen worden dan krachtens een bepaling die met de in artikel 107quater, derde lid, van de Grondwet voorgeschreven meerderheid wordt aangenomen.

g) In zoverre de bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit te bepalen voorwaarden dienen te voorzien in waarborgen op de onroerende goederen van publiekrechtelijke personen, behoort het ontwerp te worden aangevuld met bepalingen die de hypotheekwet van 18 december 1851 wijzigen (zie artikel 10 van de voormelde wet van 10 januari 1977).

.../...

Artikel 4.

Zoals de bepaling onder 2° is geformuleerd lijkt ze overbodig daar de bevoegdheid om overeenkomsten aan te gaan een normaal kenmerk van de rechtspersoonlijkheid is.

Mocht het de bedoeling van de Regering zijn die bevoegdheid te beperken, dan moet de bepaling in uitdrukkelijker bewoordingen worden gesteld.

Artikel 5.

Het eerste lid van de Franse tekst zou duidelijker en meer in overeenstemming met de Nederlandse tekst zijn als het aldus werd geredigeerd :

"Le Fonds est autorisé à contracter des emprunts avec la garantie de l'Etat à concurrence d'un montant fixé annuellement par le Ministre des Finances. Celui-ci approuve les conditions et les modalités de ces emprunts".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.